

Art. 7. Sont désignés en tant que fonctionnaires chargés de la surveillance tels que visés à l'article 23 de l'arrêté royal du 28 novembre 1975 relatif à l'exploitation des bureaux de placements payants : les fonctionnaires du niveau A de la division de l'Inspection de l'administration de l'emploi.

Art. 8. Sont désignés en tant que fonctionnaires chargés de la surveillance tels que visés à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 4 mars 1993 portant exécution de l'arrêté royal du 28 novembre 1975 relatif à l'exploitation des bureaux de placements payants : les fonctionnaires du niveau A de la division de l'Inspection de l'administration de l'emploi.

Art. 9. Sont désignés en tant que fonctionnaires chargés de la surveillance tels que visés à l'article 19, § 1^{er}, du décret du 4 avril 1995 réglant le placement payant en Région flamande : les fonctionnaires du niveau A de la division de l'Inspection de l'administration de l'emploi.

Art. 10. Sont désignés en tant que fonctionnaires chargés de la surveillance tels que visés à l'article 6 du décret du 19 juillet 1973 réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre employeurs et travailleurs : les fonctionnaires du niveau A de la division de l'Inspection de l'administration de l'emploi.

Art. 11. Sont désignés en tant que fonctionnaires chargés de la surveillance tels que visés à l'article 15, § 4, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} février 1995 encourageant en Région flamande la remise au travail de chômeurs complets indemnisés ou de personnes y assimilées à l'aide de la redistribution du travail : les fonctionnaires du niveau A de la division de l'Inspection de l'administration de l'emploi.

Art. 12. Sont désignés en tant que fonctionnaires chargés de la surveillance tels que visés à l'article 7, § 3, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 mai 1995 instaurant une prime d'encouragement à l'interruption de carrière pour les membres du personnel du secteur public flamand et de l'enseignement néerlandophone, dans le cadre des mesures visant à redistribuer le travail : les fonctionnaires du niveau A de la division de l'Inspection de l'administration de l'emploi.

Art. 13. Les fonctionnaires visées aux articles précédents justifient leur identité à l'égard de tiers à l'aide d'une pièce d'identité signée par le secrétaire général du département de l'Economie, de l'emploi, des Affaires intérieures et de l'Agriculture du Ministère de la Communauté flamande.

Art. 14. L'arrêté du Ministre flamand de l'Economie et de l'emploi du 25 février 1987 portant désignation des fonctionnaires chargés de la surveillance de l'octroi et du retrait des autorisations d'occupation et des permis de travail pour les travailleurs de nationalité étrangère, est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 1995, à l'exception de l'article 9, qui produit ses effets à la date de l'entrée en vigueur du décret du 4 avril 1995.

Bruxelles, le 15 juin 1995.

Le Ministre flamand de l'emploi et des Affaires sociales,
L. PEETERS

REGION WALLONNE – WALLONISCHE REGION – WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[C – 27375]

F. 95 – 1981

4 MAI 1995. – Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux délégations en matière de recettes et de dépenses à imputer au budget de l'Office wallon de Développement rural

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi de subventions;

Vu la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux;

Vu la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 2, § 3;

Vu la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret du 6 avril 1995 dotant l'Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.) du statut de service à gestion séparée;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par les arrêtés royaux des 28 mai 1979, 4 février 1980, 20 août 1981, 30 mars 1985 et 19 mars 1990;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par l'arrêté royal du 20 août 1981;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 portant création d'une division dénommée Office wallon de Développement rural au sein du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des finances;

Vu l'accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le budget de l'Office wallon de Développement rural tel qu'il figure au titre VII du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1995 est le budget du service créé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 portant création d'une division dénommée Office wallon de Développement rural au sein du Ministère de la Région wallonne, à figurer au titre VI;

Considérant qu'en raison de la modification du statut de l'Office wallon de Développement rural, les délégations accordées sur la base du décret du 28 février 1991 sont devenues inapplicables;

Considérant qu'il s'impose d'octroyer sans retard les délégations de pouvoirs que réclame le bon fonctionnement du service public;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. – Dispositions générales

Article 1^{er}. Les délégations de pouvoirs sont octroyées aux membres du personnel statutaire du Ministère de la Région wallonne, affectés sur les emplois du cadre du personnel dudit Ministère. Les délégations octroyées au titulaire d'une fonction le sont également au fonctionnaire chargé de cette fonction.

Art. 2. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général ou du directeur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions contraires, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'Inspecteur général de la division concernée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur général, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 1^{er}, sont accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au fonctionnaire qui, au sein de sa division, possède la plus grande ancienneté de grade dans le grade de rang immédiatement inférieur.

Art. 3. Les supérieurs hiérarchiques d'un fonctionnaire délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle qui aurait été prise et notifiée par le fonctionnaire délégué.

Art. 4. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement, à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

CHAPITRE II. – Délégations en matière de dépenses et recettes

Art. 5. Délégation est accordée au secrétaire général du Ministère de la Région wallonne et à l'inspecteur général de la division du personnel pour engager, approuver et ordonner les dépenses imputables aux articles du chapitre 51 du budget de l'Office wallon de Développement rural.

Art. 6. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes au sein de la direction générale de l'Agriculture jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager approuver et ordonner, dans le cadre des activités de sa direction s'il échec, toute dépense imputable sur les articles des chapitres 52, 53, 55 et 59 du budget de l'Office wallon de Développement rural.

directeur général : 1 250 000 francs;

inspecteur général : 500 000 francs;

directeur : 75 000 francs.

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonner les dépenses jusqu'à 100 000 francs relatives aux missions à l'étranger, à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

Art. 7. Le directeur général de l'Agriculture ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonner les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les articles des chapitres 52 à 59 du budget de l'Office wallon de Développement rural.

Art. 8. Le directeur général de l'Agriculture est désigné en qualité d'ordonnateur des recettes inscrites aux articles des chapitres 41 à 49 du budget de l'Office wallon de Développement rural, à l'exception de celles inscrites à l'article 411.09.

Art. 9. L'inspecteur général de la division du Personnel est désigné en qualité d'ordonnateur des recettes inscrites à l'article 411.09 du budget de l'Office wallon de Développement rural.

Art. 10. Les fonctionnaires en charge du contrôle des engagements, de la comptabilité de l'Office et de la comptabilité des Comités en matière de remembrement, désignés par arrêtés ministériels du 14 mai 1992, conservent leur charge.

CHAPITRE III. – Dispositions particulières relatives aux missions de l'Office wallon de Développement rural

Art. 11. § 1^{er}. Lorsque les délégations octroyées par les dispositions du présent arrêté concernent un marché public pour lequel la Région wallonne est le maître de l'ouvrage ou l'acheteur, les titulaires des fonctions mentionnées dans ces dispositions ont délégation, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour :

1^o arrêter et approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, procéder au choix du mode de passation, à l'engagement de la procédure et à la conclusion du marché;

2^o imposer le contrôle des prix, lorsque celui-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées par l'article 7 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

3^o accomplir les actes relatifs à l'exécution du marché.

§ 2. En ce qui concerne l'approbation du cahier spécial des charges ou des documents en tenant lieu, seul le secrétaire général, le directeur général ou l'inspecteur général concernés peut, dans le cadre des activités des services relevant de leur autorité respective, prendre les décisions prévues par les articles 3, § 2, 6 et 10 de l'arrêté royal du 22 avril 1977, à savoir :

- décider des dérogations au cahier général des charges;

- décider de traiter à prix provisoires ou à remboursement;

- prévoir l'octroi d'avances.

Art. 12. Dans le cadre de l'approbation de travaux supplémentaires ou modifcatifs pour lesquels la Région wallonne est le maître de l'ouvrage ou le pouvoir subsidiant le montant de décomptes successifs peuvent être approuvés par les titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants et pourcentage du montant initial de la soumission repris en regard de leur grade

- secrétaire général, ou directeur général : 15 % jusqu'à 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 15 % jusqu'à 500 000 francs;
- directeur : 15 % jusqu'à 75 000 francs.

Art. 13. Chaque fonctionnaire délégué est tenu de communiquer mensuellement au secrétaire général du Ministère de la Région wallonne, par la voie hiérarchique :

- 1° une liste des engagements et ordonnancements qu'il a réalisés en application des dispositions du présent arrêté;
- 2° un inventaire des nouvelles acquisitions patrimoniales, avec l'indication du numéro d'inventaire attribué au matériau et de sa localisation.

Les documents visés à l'alinéa 1er sont transmis au secrétaire général dans un délai de quinze jours après l'expiration de la période mensuelle concernée. Le secrétaire général communique lesdits documents aux Ministres fonctionnellement compétents.

Art. 14. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonner toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, les délégations de pouvoirs en engagement sont suspendues dès que le montant des dépenses engagées par les fonctionnaires délégués atteint 75 % des crédits prévus pour l'article budgétaire concerné. La suspension peut être levée moyennant l'autorisation préalable de l'ordonnateur primaire.

L'alinéa 2 n'est toutefois pas applicable en matière de dépenses fixes.

CHAPITRE IV. – Dispositions abrogatoires et finales

Art. 15. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 mai 1991 définissant les pouvoirs de gestion journalière confiés aux fonctionnaires-dirigeants de l'Office wallon de Développement rural est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du décret dotant l'Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.) du statut de service à gestion séparée.

Art. 17. Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget et le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 27375]

D. 95 – 1981

4. MAI 1995. – Erlass der Wallonischen Regierung über die Übertragung von Vollmachten zur Tätigung von Einnahmen und Ausgaben, die den Haushalt des "Office wallon de Développement rural" (Wallonisches Amt für ländliche Entwicklung) betreffen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 69,
Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Überwachung der Gewährung und der Nutzung von Zuschüssen;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung ländlicher Güter;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung ländlicher Güter bei umfangreichen Infrastrukturarbeiten;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, insbesondere Artikel 2, § 3;

Aufgrund des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung ländlicher Güter;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 zur Verleihung des Statuts einer getrennt verwalteten Dienststelle an das "Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.)";

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, abgeändert durch die Königlichen Erlasses vom 28. Mai 1979, 4. Februar 1980, 20. August 1981, 30. März 1983, 19. August 1985 und 19. März 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. Dezember 1977 über die Gewährung von Vollmachten in Sachen Abschluß und Ausführung von öffentlichen Aufträgen von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 20. August 1981;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 zur Schaffung einer "Office wallon de Développement rural" genannten Abteilung innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der Zustimmung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit:

In der Erwagung, daß es sich bei dem Haushalt des "Office wallon de Développement rural", der unter Titel VII des allgemeinen Ausgabenhaushalts der wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1995 angeführt wird, um den Haushalt der durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 zur Schaffung einer "Office wallon de développement rural" genannten Abteilung innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region geschaffenen Dienststelle handelt, und dieser Haushalt daher unter Titel VI anzuführen ist;

In der Erwagung, daß aufgrund der Abänderung des Statuts des "Office wallon de développement rural", die durch das Dekret vom 28. Februar 1991 gewährten Vollmachten unanwendbar geworden sind;

In der Erwagung, daß es unerlässlich ist, unverzüglich die Übertragung von Vollmachten zu gewähren, die für eine reibungslose Arbeitsweise des öffentlichen Dienstes notwendig sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts und des Ministers der Umwelt, der Naturschäfte und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regier . . .

KAPITEL I. – Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Den statutmäßigen Personalmitgliedern des Ministeriums der Wallonischen Region, die Arbeitsplätze des Stellenplans des genannten Ministeriums besetzen, werden Vollmachten gewährt. Die Übertragung von Vollmachten auf den Inhaber eines Amtes gilt ebenfalls für den mit diesem Amt beauftragten Beamten.

Art. 2. Im Falle von Abwesenheit oder Verhinderung des Generalsekretärs oder des Generaldirektors werden die Vollmachten, mit denen er verschen ist, mangels gegenteiliger Bestimmungen während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung auf den Generalinspektor der betreffenden Abteilung übertragen.

Im Falle von Abwesenheit oder Verhinderung des Generalinspektors, werden die Vollmachten, mit denen er verschen ist, sowie die im ersten Absatz angeführten Vollmachten, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung auf den Beamten übertragen, der innerhalb seiner Abteilung im unmittelbar folgenden Dienstgrad über das höchste Dienstalter verfügt.

Art. 3. Die Vorgesetzten eines stellvertretenden Beamten sind berechtigt, unbeachtet der Ursache, die diesem Beamten durch den vorliegenden Erlaß gewährten Vollmachten auszuüben. Die Vorgesetzten dürfen den Beschuß, der durch den bevollmächtigten Beamten getroffen und mitgeteilt würde, jedoch nicht durch ihren eigenen Beschuß ersetzen.

Art. 4. Die im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Beträge decken die gesamten Ausgaben und gelten exklusive Mehrwertsteuer.

Falls es sich um den Abschluß eines Abonnements auf eine Zeitschrift oder eine Datenbank handelt, oder wenn es sich um eine Miete handelt, deckt die Ausgabe die Jahreskosten des Abonnements oder der Miete, ausschließlich der Mehrwertsteuer.

KAPITEL II. – Vollmachten im Bereich der Ausgaben und Einnahmen

Art. 5. Dem Generalsekretär des Ministeriums der wallonischen Region und dem Generalinspektor der Personalabteilung wird die Vollmacht erteilt, jegliche auf die Artikel des Kapitels 51 des Haushalts des O.W.D.R. anrechenbare Ausgabe zu übernehmen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 6. Den Inhabern nachstehender Ämter innerhalb der Generaldirektion der Landwirtschaft wird die Vollmacht erteilt, bis in Höhe der gegenüber ihrem Dienstgrad angeführten Beträge, im Rahmen der Aktivitäten ihrer Direktion ggf. jegliche auf die Artikel des Kapitels 52, 53, 55 und 59 des Haushalts des O.W.D.R. anrechenbare Ausgabe zu übernehmen, zu genehmigen und anzuweisen:

Generaldirektor : 1 250 000 BEF;

Generalinspektor : 500 000 BEF;

Direktor : 75 000 BEF.

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, Ausgaben bis in Höhe von 100 000 BEF bezüglich der Auslandsmissionen, der Teilnahme an Lehrgängen und Kolloquien und Sitzungskosten zu übernehmen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 7. Der Generaldirektor der Landwirtschaft oder die zu diesem Zweck von ihm bezeichneten Beamten der Stufe 1 sind befugt, die durch den ersten Anweisungsbefugten zu Lasten der in den Artikeln der Kapitel 52 bis 59 des Haushalts des O.W.D.R. vorgesehenen Haushaltsumittel übernommenen Ausgaben zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 8. Der Generaldirektor der Landwirtschaft wird als Anweisungsbefugter für die in den Artikeln der Kapitel 41 bis 49 des Haushalts des O.W.D.R. eingetragenen Einnahmen bezeichnet, mit Ausnahme der in Artikel 411.09. eingetragenen Einnahmen.

Art. 9. Der Generalinspektor der Personalabteilung wird als Anordnungsbefugter für die in den Artikel 411.09. des Haushalts des O.W.D.R. eingetragenen Einnahmen bezeichnet.

Art. 10. Die mit der Überprüfung der Zahlungsverpflichtungen, der Buchführung des Amtes und der Buchführung der Flurbereinigungsausschüsse beauftragten Beamten, die durch die Ministerialerlaß vom 14. Mai 1992 bezeichnet wurden, verbleiben im Amt.

KAPITEL III. – Sonderbestimmungen bezüglich der Aufgaben des "Office wallon de Développement rural"

Art. 11. § 1. Falls die aufgrund der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gewährten Vollmachten einen öffentlichen Auftrag betreffen, für den die wallonische Region als Bauherr oder als Käufer auftritt, sind die in diesen Bestimmungen bezeichneten Beamten bevollmächtigt, bis in Höhe der gegenüber ihrem Dienstgrad angeführten Beträge :

1° das Sonderlastenheft oder die als Sonderlastenheft dienenden Dokumente zu verabschieden und zu genehmigen, die Art des Vergabeverfahrens, der Einleitung des Verfahrens und des Auftragsabschlusses zu bestimmen;

2° Unter den durch Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen festgelegten Bedingungen eine Preiskontrolle aufzuerlegen, falls diese nicht obligatorisch ist.

3° alle Handlungen in Verbindung mit der Ausführung des Auftrags durchzuführen.

§ 2. Beztiglich der Genehmigung des Sonderlastenheftes oder der als Sonderlastenheft dienenden Dokumente sind allein der Generalsekretär, der betroffene Generaldirektor oder Generalinspektor befugt, im Rahmen der Ausführung von Dienstleistungen, die in ihren jeweiligen Tätigkeitsbereich fallen, die in den Artikeln 3, § 2, 6 und 10 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 vorgesehenen Beschlüsse zu fassen, nämlich:

- Abweichungen von dem Allgemeinen Lastenheft zu beschließen;
- Verhandlungen zu provisorischen Preisen oder vorbehaltlich einer Rückerstattung zu beschließen;
- die Gewährung von Vorschüssen vorzusehen.

Art. 12. Im Rahmen der Genehmigung zusätzlicher Arbeiten oder Abänderungsarbeiten, für die die wallonische Region der Bauherr oder die bezuschussende Behörde ist, können die Beträge der aufeinanderfolgenden Abrechnungen von den Inhabern folgender Ämter genehmigt werden, und zwar bis in Höhe der gegenüber ihrem Dienstgrad angeführten Beträge und Prozentsätze des eingangs festgelegten Betrags der Submission:

- Generalsekretär oder Generaldirektor 15 % bis 1 250 000 BEF;
- Generalinspektor 15 % bis 500 000 BEF;
- Direktor 15 % bis 75 000 BEF.

Art. 13. Jeder bevollmächtigte Beamte ist verpflichtet, monatlich dem Generalsekretär des Ministeriums der wallonischen Region über den Amtsweg folgende Informationen zu übermitteln:

1° eine Liste der Zahlungsverpflichtungen und Zahlungsanweisungen, die er in Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses durchgeführt hat;

2° ein Inventar der Besitzgüter die er neu erworben hat, wobei die jedem Gut zugewiesene Inventarnummer sowie sein Aufbewahrungsort anzugeben ist.

Die in Absatz 1 angeführten Dokumente sind dem Generalsekretär innerhalb einer Frist von zwei Wochen nach Ablauf der betroffenen einmonatigen Zeitspanne zu übermitteln. Der Generalsekretär übermittelt diese Dokumente den zuständigen Ministern.

Art. 14. Die vorgenannten Bestimmungen führen nicht dazu, den ersten Anweisungsbefugten von seiner Vollmacht zu entheben, jegliche im vorliegenden Erlaß genannten Ausgaben zu übernehmen, zu genehmigen und anzuweisen.

Unbeschadet der Bestimmung des ersten Absatzes werden die Vollmachten zur Zahlungsübernahme aufgehoben, sobald der bevollmächtigte Beamte 75 % des Gesamtbetrags der für den betreffenden Haushaltstyp vorgesehenen Mittel erreicht hat. Die Aufhebung kann durch eine vorherige Genehmigung des ersten Anweisungsbefugten wieder rückgängig gemacht werden.

Absatz 2 ist jedoch nicht auf den Bereich der Festkosten anwendbar.

KAPITEL IV. - Aufhebende und abschließende Bestimmungen

Art. 15. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Mai 1991, durch den die den leitenden Beamten des Wallonischen Amtes für Ländliche Entwicklung übertragenen Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung bestimmt werden, wird aufgehoben.

Art. 16. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag des Inkrafttretens des Dekrets der zur Verleihung des Status einer getrennt verwalteten Dienststelle an das "Office wallon de Développement rural" (O.W.D.R.) in Kraft.

Art. 17. Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts und der Minister der Umwelt, der Naturschätzung und der Landwirtschaft werden, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Mai 1995

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der Umwelt, der Naturschätzung und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 27375]

N. 95 — 1981

4 MEI 1995. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de delegaties inzake ontvangst en uitgaven die worden aangerekend op de begroting van de "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling)

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwendung van de toelagen;

Gelet op de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet;

Gelet op de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanname van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 2, § 3;

Gelet op de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 houdende toekenning van het statuut van dienst met afzonderlijk beheer aan de "Office wallon de Développement rural" (O.W.D.R.) (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling);

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanname van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 mei 1979, 4 februari 1980, 20 augustus 1981, 20 maart 1983, 19 augustus 1985 en 19 maart 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanname van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1981;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 tot oprichting van een afdeling genaamd "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) bij het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de begroting van de "Office wallon de Développement rural", zoals zij opgenomen is onder titel VII van de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1995, de begroting is van de dienst opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 tot oprichting van een afdeling genaamd "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) bij het Ministerie van het Waalse Gewest en onder titel VI dient te worden vermeld;

Overwegende dat wegens de wijziging in het statuut van de "Office wallon de Développement rural" de op grond van het decreet van 28 februari 1991 toegekende delegaties onuitvoerbaar geworden zijn;

Overwegende dat het noodzakelijk is de overheidsdelegaties onverwijd toe te kennen voor de goede werking van de openbare dienst;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting en van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - *Algemene bepalingen*

Artikel 1. De overheidsdelegaties worden toegekend aan de statutaire personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest aangesteld op betrekkingen van de personeelsformatie van dit Ministerie. De aan de titularis van een functie toegekende delegaties worden eveneens toegekend aan de ambtenaar belast met deze functie.

Art. 2. Indien de secretaris-generaal of de directeur-generaal afwezig of verhinderd is, worden zijn delegaties bij gebreke van andersluidend bepalingen toegekend aan de inspecteur-generaal van de betrokken afdeling tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering.

Indien een inspecteur-generaal afwezig of verhinderd is, worden zijn delegaties alsook de in het vorig lid bedoelde delegaties toegekend aan de ambtenaar van zijn afdeling met de grootste graadanciëniteit in de onmiddellijke lagere graad tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering.

Art. 3. De hiërarchische meerderen van een gemachtigde ambtenaar kunnen, voor welke reden ook, de aan deze ambtenaar krachtens dit besluit toegekende delegaties waarnemen. Zij kunnen echter niet hun beslissing doen gelden in de plaats van die die door de gemachtigde ambtenaar genomen en bekendgemaakt zou zijn.

Art. 4. De bij dit besluit voorziene bedragen dekken de volledige uitgave en dienen te worden verstaan belasting over de toegevoegde waarde niet inbegrepen.

Voor een intekening op een abonnement, een magazine, een tijdschrift of op een databank of voor een huur dekt de uitgave de jaarlijkse kostprijs van het abonnement of van de huur, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde.

HOOFDSTUK II. - *Delegaties inzake uitgaven en ontvangst*

Art. 5. Delegatie is toegekend aan de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Personeel voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnancering van de uitgaven aangerekend op de artikelen van hoofdstuk 51 van de begroting van de O.W.D.R.

Art. 6. Delegatie is toegekend aan de titularissen van volgende functies binnen de Algemene Directie Landbouw, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnancering van alle uitgaven eventueel verbonden aan de activiteiten van hun directie en aangerekend op de artikelen van hoofdstukken 52, 53, 55 en 59 van de begroting van de O.W.D.R. :

directeur-generaal : 1 250 000 BEF;

inspecteur-generaal : 500 000 BEF.

directeur : 75 000 BEF.

Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnancering van de uitgaven tot een bedrag van 100 000 BEF verbonden aan opdrachten in het buitenland, de deelneming aan seminaries en colloquias en aan vergaderingskosten.

Art. 7. De directeur-generaal van Landbouw of de door hem daartoe aangewezen ambtenaren van niveau 1 zijn gemachtigd voor de goedkeuring en de ordonnancering van de door de eerste ordonnateur vastgelegde uitgaven ten laste van de kredieten aangerekend op de artikelen van de hoofdstukken 52 tot 59 van de begroting van de O.W.D.R.

Art. 8. De directeur-generaal van Landbouw wordt aangewezen tot ordonnateur van de ontvangsten aangerekend op de artikelen van de hoofdstukken 41 tot 49 van de begroting van de O.W.D.R., met uitzondering van de ontvangsten aangerekend op artikel 411.09.

Art. 9. De inspecteur-generaal van de Afdeling Personeel wordt aangewezen tot ordonnateur van de ontvangsten aangerekend op artikel 411.09. van de begroting van de O.W.D.R.

Art. 10. De bij de ministeriële besluiten van 14 mei 1992 aangewezen ambtenaren belast met de controle van de vastleggingen, de boekhouding van de Dienst en de boekhouding van de Comités voor de ruilverkavelingen blijven hun functie waarnemen.

HOOFDSTUK III. – *Bijzondere bepalingen betreffende de opdrachten van de "Office wallon de Développement rural"*

Art. 11. § 1. Indien de krachtens de bepalingen van dit besluit toegekende delegaties betrekking hebben op een overheidsopdracht waarvoor het Waalse Gewest bouwheer of koper is, zijn de titularissen van de in deze bepalingen vermelde functies gemachtigd ten behoeve van het bedrag vermeld tegenover hun graad om :

1° het bestek of de daarvoor geldende documenten vast te stellen en goed te keuren, om over te gaan tot de gunning van een opdracht, tot de vastlegging van een procedure en tot de afsluiting van een opdracht;

2° de controle van de prijzen op te leggen, indien hij niet verplicht is, onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanname van werken, leveringen en diensten;

3° de handelingen te verrichten betreffende de uitvoering van de opdracht.

§ 2. Wat betreft de goedkeuring van het bestek of van de daarvoor geldende documenten kunnen alleen de secretaris-generaal, de betrokken directeur-generaal of inspecteur-generaal, binnen het kader van de activiteiten van de diensten die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren, de beslissingen nemen die voorzien zijn bij artikelen 3, § 2, 6 en 10 van het koninklijk besluit van 22 april 1977, met name :

- beslissen van de algemene aannamevoorraarden af te wijken;
- beslissen te handelen met voorlopige prijzen of onder terugbetaling;
- het toekennen van voorschotten voorzien.

Art. 12. In het kader van de goedkeuring van bijkomende of wijzigingswerken waarvoor het Waalse Gewest de opdrachtgever of de subsidiërende overheid is, kan het bedrag van de opeenvolgende afrekeningen goedgekeurd worden door de titularissen van volgende functies, ten behoeve van de bedragen en fracties van het oorspronkelijk bedrag van de inschrijving zoals vermeld tegenover hun graad :

- secretaris-generaal, of directeur-generaal . 15 % tot 1 250 000 BEF;
- inspecteur-generaal : 15 % tot 500 000 BEF;
- directeur : 15 % tot 75 000 BEF.

Art. 13. Iedere gemachtigde ambtenaar is ertoe gehouden maandelijks :

1° een lijst van de vastleggingen en ordonnanceringen die hij uitgevoerd heeft overeenkomstig de bepalingen van dit besluit,

2° een lijst van de nieuwe patrimoniale aanwinsten, met vermelding van het aan het materieel toegekende inventarisnummer en van zijn lokalisatie,

aan de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest te doen toekomen langs de hiërarchische weg.

De in het eerste lid vermelde bescheiden worden aan de secretaris-generaal overgemaakt binnen een termijn van vijftien dagen na het einde van de betrokken maand. De secretaris-generaal maakt genoemde bescheiden over aan de functioneel bevoegde ministers.

Art. 14. De voorafgaande bepalingen hebben niet tot doel de bevoegdheid tot vastlegging, goedkeuring en ordonnancering van alle bij dit besluit bedoelde uitgaven aan de eerste ordonnateur te onttrekken.

Onverminderd het eerste lid worden de bevoegdheden delegaties inzake vastleggingen geschorst zodra het bedrag van de door de gemachtigde ambtenaar vastgelegde uitgaven 75 % bereikt van de voorziene kredieten aangerekend op het betrokken begrotingsartikel. Er kan een einde worden gemaakt aan de schorsing mits voorafgaande machtiging van de eerste ordonnateur.

Het tweede lid is niet toepasselijk op vaste uitgaven.

HOOFDSTUK IV. – *Ophettings- en slotbepalingen*

Art. 15. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 mei 1991 tot vaststelling van de aan de leidende ambtenaren van de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling toegekende bevoegdheden van dagelijks beheer is opgeheven.

Art. 16. Dit besluit wordt van kracht op de datum van inkrafttreding van het decreet houdende toekenning van het statuut van dienst met afzonderlijk beheer aan de "Office wallon de Développement rural" (O.W.D.R.) (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling).

Art. 17. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting en de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN